

Société

APPRENDRE ET ENSEIGNER PAR TEMPS DE CRISE SANITAIRE : REGARDS CROISÉS VILLES-CAMPAGNES

Salomé Berlioux, Iannis Roder, Jérémie Peltier

01/05/2020

Quelques jours après la présentation du plan de déconfinement par le Premier ministre, la Fondation fait le point sur les questions d'éducation que soulève cette période inédite, en donnant la parole à des acteurs de terrain, à des jeunes et à leurs familles. Comment ceux qui composent l'institution scolaire ont-ils pu passer en quelques heures dans un monde nouveau d'apprentissage à distance ? Quels sont les défis à relever demain, afin de modérer autant que faire se peut les effets négatifs de l'école à distance ?

Il est 20 heures le jeudi 12 mars 2020 quand les Français apprennent que les écoles fermeront à partir du lundi suivant, sans savoir quand elles rouvriront. Le bruit circulait depuis quelques jours dans les salles de professeurs, à la suite de la fermeture des écoles italiennes le 5 mars précédent. Mais la signification d'une telle mesure ne semblait jusqu'alors pas conscientisée, ni en termes personnels, ni en termes professionnels.

Le ministère de l'Éducation nationale, quant à lui, réagit promptement, avec un changement de braquet indéniable, mettant en avant la nécessaire « continuité pédagogique » et précisant par la voix de Jean-Michel Blanquer lors d'une conférence de presse que les semaines à venir ne seraient en aucun cas « une période de vacances ». Très vite, les moyens du ministère sont mobilisés pour permettre aux élèves, parents et enseignants de faire face à cette situation inédite. Le site maclassealamaison.fr, conçu par le Centre national d'enseignement à distance (CNED) et offrant la possibilité de faire cours en visioconférence, connaît 220 000 inscriptions en vingt-quatre heures le 14 mars. France-Télévisions est sollicitée, avec la plateforme lumni.fr, et les cours sont diffusés à l'antenne. La France devient une « nation apprenante » comme la **qualifie** le ministre de l'Éducation nationale le 18 mars 2020. Avec la fermeture des écoles, institution qui symbolise la vie quotidienne et la continuité du service public pour nombre de foyers, ce sont tous les Français, avec ou sans enfants, qui prennent soudainement conscience de l'ampleur de la crise à venir.

Un mois plus tard, le président de la République annonce que le déconfinement pourrait avoir lieu à partir du 11 mai 2020. Les écoliers devraient pouvoir, sur la base du « volontariat » de leurs parents, retrouver le chemin de l'école, à la condition que la sécurité sanitaire soit garantie pour tous.

Très vite, la réouverture progressive des crèches, écoles, collèges et lycées devient un des thèmes de conversation principaux des Français. Au-delà d'un sujet de discussions, cette réouverture devient surtout sujet de crispation, comme on le voit dans le cinquième épisode du dispositif de suivi hebdomadaire des Français confinés réalisé par la Fondation Jean-Jaurès, l'Ifop et *Le Point*. Les Français expriment leurs inquiétudes – « Comment va-t-on renvoyer les enfants dans les classes, avec quelle protection pour les enseignants, les personnels de service et toutes les parties qui composent la vie scolaire ? » (Jean-Louis, Parisien, cinquante-huit ans) – et leur incompréhension face à une situation qu'ils jugent pour partie incohérente – « Comment prévoir un retour en classe alors qu'on n'autorise pas les bars, les restaurants, les lieux de vie en commun à ouvrir ? » (Marine, étudiante, vit à Grigny).

Ainsi, moins d'un tiers des Français souhaitent que les cours reprennent à partir du 11 mai prochain, tandis que 68% préconisent un retour en classe en septembre 2020. Certains parents ont d'ailleurs d'ores et déjà annoncé qu'ils ne mettraient pas leurs enfants à l'école, notamment par crainte d'une seconde vague épidémique. Le conseil scientifique Covid-19 indique en outre, le 20 avril 2020 au soir, qu'il n'est pas favorable à cette date de réouverture compte tenu du risque de transmission « important » et des « mesures barrières particulièrement difficiles à mettre en œuvre chez les plus jeunes ».

Les commentateurs et « acteurs » de l'école, notamment les syndicats et associations de parents d'élèves, s'inquiètent de l'éventualité que les conditions de sécurité sanitaire ne soient jamais réunies, tandis que d'autres « considérations » émergent aussi dans le débat public. Les organisations syndicales multiplient ainsi les mises en garde, allant pour certaines jusqu'à taxer le gouvernement de mentir au peuple et de cacher son « objectif primordial » : que les Français « puissent rejoindre leur poste de travail, afin d'entraver le moins possible le fonctionnement de l'activité économique et les profits qui vont avec ».

Il est évident que, sans solution pour garder leurs enfants, nombre de Français seront dans l'impossibilité de retourner travailler. Personne ne niera par ailleurs que la situation économique dans laquelle se trouve le pays puisse représenter une priorité, si le gouvernement veut éviter que la France ne plonge encore davantage dans une récession qui s'annonce brutale, et dont nous ignorons les conséquences sociales à moyen et long termes. Mais l'intérêt du gouvernement n'est pas, c'est une évidence, uniquement économique quand, depuis un mois et demi, il a fait le choix,

afin de préserver le plus possible la vie des Français, de couper toute activité, quitte à précipiter le pays dans une situation de perte de richesse jamais expérimentée depuis la Seconde Guerre mondiale.

La date du 11 mai 2020 choisie pour le début du déconfinement progressif correspond en fait à la recherche d'un équilibre entre différents impératifs, notamment celui d'éviter un décrochage massif de centaines de milliers d'élèves pour qui le déconfinement s'apparente à une forme de déscolarisation.

Dans son discours devant l'Assemblée nationale le 28 avril dernier, le Premier ministre Édouard Philippe propose une réouverture « très progressive » des écoles maternelles et élémentaires à compter du 11 mai, toujours sur la base du volontariat, à raison de 15 élèves maximum par classe. À partir du 18 mai, dans les départements où la circulation du virus est très faible, il pourra être envisagé d'ouvrir les collèges, en commençant par la sixième et la cinquième. Il faudra attendre la fin du mois de mai s'agissant de la réouverture des classes de quatrième et troisième au collège, après l'obtention de garanties totales sur le plan sanitaire, puis pour une éventuelle réouverture des lycées début juin.

On le sait, le virus n'aura pas disparu quand les élèves retrouveront le chemin de l'école et ce lundi de mai ne sera pas « la vie d'avant », pour reprendre la formule du Premier ministre. Cette réalité impose de s'adapter encore. Elle exige d'adapter l'école pour faire en sorte que, malgré tout, les élèves puissent de nouveau suivre des cours en présentiel. Car, malgré toute l'implication des personnels de l'Éducation nationale, la « continuité pédagogique » a montré ses limites. Et si Jean-Michel Blanquer évoquait le 31 mars dernier une proportion de « 5 à 8% des élèves injoignables », ces statistiques masquent indéniablement des disparités sociales et spatiales de très grande ampleur.

Il est donc urgent que les élèves reprennent contact avec la réalité scolaire. L'enjeu est, certes, l'étape du déconfinement, notamment d'un point de vue sanitaire, mais aussi les longs mois qui lui succéderont et qu'il nous faut anticiper collectivement.

Quelques jours après la présentation du plan de déconfinement par le Premier ministre, il nous a semblé intéressant, en ce printemps 2020, de faire le point sur les questions d'éducation que soulève cette période inédite, en donnant aussi la parole à des acteurs de terrain, à des jeunes et à leurs familles. Comment, dans une activité dont l'essence même – sauf infimes exceptions – est la présence d'un professeur devant ses élèves, les différents acteurs qui composent l'institution scolaire ont-ils pu passer en quelques heures dans un monde nouveau, sans mode d'emploi ni

terme connu, et relever le défi d'une classe d'âge tout entière apprenant à distance, des semaines durant ? Quels sont les défis à relever demain pour l'institution scolaire, afin de modérer autant que faire se peut les effets négatifs de l'école à distance ?

D'un confinement « bricolé » au confinement organisé

Passé le choc de l'annonce, la priorité est de mettre en place les premières réponses pour assurer la continuité pédagogique. En quelques jours, les enseignants et les parents doivent apprendre à transmettre de façon inédite et les élèves à étudier d'une façon nouvelle.

Les personnels de l'Éducation nationale sur le pont

« J'ai été bluffée par mes enseignants », témoigne la cheffe d'établissement d'un lycée de huit cents élèves à Saint-Amand-Montrond, dans le département du Cher. « Leur métier est fait d'humanité et de relations individuelles. En vingt-quatre heures, ils ont dû s'adapter à l'éloignement de leurs élèves, à leur éclatement, et, souvent, réinventer leurs cours de toutes pièces. Et ils l'ont fait ! » La conscience professionnelle des enseignants ne fait pas de doute, en effet, quand on voit l'ingéniosité de certains pour atteindre leurs élèves les plus réticents ou transmettre des cours aux plus éloignés d'entre eux.

Les parents aussi sont bluffés et le disent, jusqu'à faire passer des remerciements aux enseignants par l'intermédiaire du chef d'établissement, comme dans ce collège de Saint-Denis où ils écrivent : « Merci pour ce que vous faites pour les élèves, merci pour la prise en charge à distance, merci pour le travail donné, sans compter vos heures. » Tout se passe comme si le confinement avait soudainement mis en lumière le dévouement dont font preuve quotidiennement les enseignants dans leur métier, réalité que certains parents d'élèves avaient peut-être eu tendance à oublier.

La charge de travail est, en effet, importante pour les professeurs : réorganisation et adaptation des cours, explications écrites accrues, démarches et consignes explicitées à distance, sans parler des retours des élèves suite aux premiers travaux donnés. Car, si ramasser les copies d'élèves dans une salle de classe prend à peine une minute, regrouper les envois sur différents supports numériques pour les classer dans des dossiers informatiques peut prendre jusqu'à une heure.

Certaines contraintes sont, par la force des choses, laissées provisoirement de côté. Ainsi du RGPD, dont les règles ne tiennent que partiellement face à l'impératif de joindre les élèves confinés. Nombre d'enseignants, tout en continuant de communiquer par les plateformes numériques utilisées par l'Éducation nationale, malgré des ratés au démarrage en raison de l'afflux

subit de connexions, préfèrent passer par des outils dont l'efficacité s'avère indéniable. C'est ainsi qu'ils constituent des groupes WhatsApp, Telegram ou Twitter pour un contact plus rapide avec les classes. Frédérique Alexandre-Bailly, ancienne rectrice de l'académie de Dijon désormais directrice générale de l'Onisep, insiste sur la façon dont les enseignants se sont emparés du numérique depuis mi-mars, incités par le contexte, mais avec beaucoup de volonté : « Les professeurs ont parfois mobilisé leurs propres ressources, c'est vrai, plutôt que d'utiliser systématiquement les ressources officielles. Mais ils s'y sont mis, ils ont écouté les besoins de leurs élèves et, très souvent, ont foncé vers cette nouvelle voie. C'est une force qui, je pense, restera. » Cette recherche première de l'efficacité se retrouve d'ailleurs durant la crise dans plusieurs sphères habituellement très « normées » et hiérarchisées, comme l'univers hospitalier. L'heure n'est pas aux discours et discussions autour du strict respect des procédures, mais au pragmatisme, incitant à retrouver une sorte de bon sens qui tend parfois à se perdre dans les méandres des décisions administratives.

Pour appuyer le travail des enseignants, le ministère établit des partenariats comme celui noué avec La Poste, qui concerne à ce jour 21 000 établissements : les enseignants peuvent ainsi préparer les documents, les déposer sur une plateforme conçue par La Poste, qui les imprime et les envoie au domicile de l'élève. Celui-ci peut dans un second temps renvoyer sa copie dans une enveloppe prépayée.

Autre exemple de dispositif développé par l'Éducation nationale au cours des dernières semaines : un système de soutien scolaire personnalisé. « Dans neuf académies (la France en compte 30), 87 000 élèves tous niveaux confondus ont bénéficié de ce soutien, avec un peu plus de 12 000 professeurs volontaires. À la fin des vacances de printemps, pour les autres zones, 250 000 enfants devraient être ainsi aidés », synthétise Jean-Michel Blanquer dans une interview accordée au *Parisien*.

« On bricole, on tâtonne... on galère ! »

Las, l'épreuve n'en est pas moins complexe. Du côté des enseignants, on tâtonne. Plusieurs chefs d'établissement interrogés indiquent avoir dû remonter le moral des troupes suite à l'annonce de Jean-Michel Blanquer selon laquelle les notes en période de confinement ne compteraient pas. « Pour nous, c'est évidemment très compliqué », déplore un professeur au lycée Alain-Colas de Nevers, dans la Nièvre. « Et pour les élèves, je ne suis pas sûr que ce soit un plus. Beaucoup d'entre eux s'étaient lancés à fond dans le travail à distance, y compris pour que cette période fasse la différence dans leur dossier. Le changement de cap a été souvent très démotivant pour eux. » La notation reste, en effet, une vraie motivation dans tous les contextes, sans que les élèves soient

toujours en mesure de percevoir que leurs efforts relèvent d'un investissement à plus long terme. « Mais ça ne comptera pas tout ce qu'on fait ? », demande ainsi Rayane à son professeur principal lors d'un cours en visioconférence, « parce que moi j'ai fait tout le travail ! »

Et la masse de travail est considérable, en effet, dans le collège de Rayane, à Saint-Denis, à tel point que le chef d'établissement insiste, dans des mails envoyés aux professeurs, pour que ces derniers « donnent du travail dans une proportion raisonnable » et portent « un regard bienveillant sur le rendu des élèves ». Dans un collège parisien socialement très mixte, avant que le ministère de l'Éducation nationale annonce que les notes ne compteraient pas durant le confinement, certains élèves se sont plaints de mauvaises notes pour des travaux non réalisés ou réalisés dans des conditions de confinement difficiles. « C'est rare que je dise à mes professeurs de lever le pied », sourit la proviseure du lycée de Saint-Amand-Montrond. « Mais là, il le fallait, sinon les élèves allaient s'épuiser sur la longueur... et eux aussi ! ».

Le temps passant, des élèves et des parents ont fait état du fait que le travail fourni par des professeurs ne leur semblait pas toujours aussi louable que le dit l'unanimité ambiante et que si beaucoup d'entre eux font preuve d'un engagement remarquable, d'autres sont très peu présents pour leurs élèves. Différentes raisons expliquent évidemment ces disparités : les difficultés que les enseignants peuvent eux-mêmes rencontrer dans la situation actuelle, difficultés telles que la garde de jeunes enfants à charge ou une relation très distante avec le numérique, par exemple. Mais élèves et parents peuvent aussi considérer qu'il s'agit d'un manque d'investissement. Céline et Prune, en classe de troisième à Saint-Denis, l'expriment ainsi : « On a du travail, mais il y a des profs qui donnent rien, on sait même pas si on doit faire des choses ou pas, et puis si on comprend pas on peut pas avoir d'explications ».

Des délégués FCPE de parents d'élèves d'un collège parisien de quartier central ont ainsi fait remonter au professeur principal d'une classe que « d'une façon générale, les élèves naviguent à vue » mais aussi qu'ils observaient « de fortes différences entre les matières, car le suivi des professeurs est très inégal » tout en regrettant ce qui leur semble être une « impossibilité d'harmonisation » de l'équipe enseignante. Le confinement semble avoir un effet loupe indéniable sur la manière dont est perçu le travail de chaque enseignant et sur la conduite des équipes pédagogiques auprès des élèves.

Quand nos enfants sont devenus nos élèves

Pour les parents, l'épreuve est également de taille, l'école à la maison étant une expérience inédite, dans son ampleur et dans sa durée. Inédite et bien souvent source de tensions : 37% d'entre eux

admettent ainsi se disputer davantage qu'avant le confinement à propos de leurs enfants – et notamment du temps passé par ces derniers devant les écrans et de la manière de les éduquer. Facteur de stress, la situation place un grand nombre de parents face à un double sentiment de culpabilité : celui de ne pouvoir se consacrer correctement ni à leur travail, ni à leurs enfants. C'est le cas de Clara, mère de trois enfants, qui raconte que « la maîtresse de CE2 demande de reproduire une journée type. De 8h45 à 9 heures, c'est une petite chanson, la date en anglais, par exemple. De 9 heures à 9h15, la phrase du jour, ensuite de 9h15 à 9h30 la dictée. » Et d'ajouter : « Déjà, je ne suis pas maîtresse d'école. Je suis en télétravail, j'ai deux autres enfants. Ce n'est pas gérable. J'essaye de faire les devoirs comme je peux, mais je suis inquiète. »

La position vis-à-vis de la réouverture des écoles le 11 mai prochain varie d'ailleurs très fortement chez les parents en fonction de l'âge de leurs enfants. Ainsi, le souhait d'une réouverture atteint 40% parmi les parents d'enfants scolarisés à l'école primaire, contre 27% des parents de lycéens. Sans surprise, les parents dont les enfants sont relativement autonomes s'accommodent beaucoup plus facilement de l'école à la maison.

Des concours et des examens décalés, transformés ou annulés

Pour les plus âgés, la question des examens et des concours se pose de façon criante depuis des semaines. Non seulement les concours de recrutement des professeurs ont été repoussés, mais les candidats ne seront en outre recrutés que sur leurs épreuves écrites, les épreuves orales ayant été tout simplement annulées.

Les concours d'accès aux grandes écoles, écoles d'ingénieurs, de commerces et autres formations supérieures ont vu leurs épreuves orales supprimées, configuration qui soulève nécessairement des questions lorsque les oraux jouent un rôle clé dans le recrutement des candidats. Ceux-ci n'ont évidemment pas tous les mêmes points forts et qualités, certains se retrouvant handicapés par la suppression des épreuves orales, après des mois, voire des années, de préparation.

Si Jean-Michel Blanquer a annoncé que, comme en temps normal, l'assiduité des élèves jusqu'au 4 juillet prochain serait la condition *sine qua non* à l'obtention du baccalauréat, le contexte n'en demeure pas moins bousculé. Pour ne prendre que le cas des élèves de première, ces derniers devaient passer durant la première quinzaine de mai les E3C2, la deuxième série d'épreuves communes en cours de formation. « Il y avait déjà le nouveau bac à expérimenter et donc les E3C, c'est-à-dire, pour moi, histoire-géographie, anglais, italien, enseignements scientifiques, plus la spécialité qu'on choisit d'abandonner et évidemment l'écrit et l'oral du bac français. Autant dire pas mal d'épreuves, quoi. J'étais hyper-stressée suite aux E3C1 et donc très soulagée d'apprendre qu'on

n'aurait pas un deuxième round... Même si j'avoue que le coup du contrôle continu, c'est plombant quand on avait décidé de tout miser sur les épreuves », commente Ninon, élève de première dans le Marais, à Paris.

L'obtention du diplôme national du brevet par le biais du contrôle continu semble, en revanche, être accueillie de façon favorable dans les collèges classés en éducation prioritaire. Dans ces établissements, il n'est pas rare d'observer un profond décalage entre les résultats obtenus lors des examens blancs – qui n'évaluent que les épreuves terminales et dont les taux de réussite sont parfois inférieurs à 20% par classe – et les résultats définitifs de ces mêmes élèves, qui obtiennent le diplôme à près de 80 %.

Entre inégalités d'accès à l'enseignement à distance et conséquences psychologiques du confinement, entre contraintes logistiques de court et de plus long termes, les personnels de l'Éducation nationale comme les parents et les jeunes eux-mêmes affrontent depuis bientôt huit semaines une situation inédite. Les contours de celles-ci varient toutefois dans de grandes proportions, en particulier en fonction du lieu de résidence et du niveau de vie.

Une expérience vécue de façon très variable selon les situations sociales et géographiques

En matière de résultats scolaires comme en matière de choix d'orientation, les jeunes Français, c'est une lapalissade, apparaissent largement tributaires de leurs origines, effets de classe et effets de lieux s'entremêlant jusqu'à aboutir à une situation que **les classements de l'OCDE** n'ont plus besoin de présenter et qui s'ancrent dans le temps long.

Des fractures... et encore des fractures

Le confinement renforce ces fractures, l'apprentissage reposant désormais davantage sur les parents, avec des maîtrises des codes scolaires et des ressources culturelles compensatoires parfois profondément différentes d'une famille à l'autre. « Dans la période singulière que nous vivons, ceux pour qui ça marchait déjà ne poseront pas plus de difficultés... et l'accompagnement des enfants des familles les plus éloignées de l'école est et sera encore plus difficile », synthétise ainsi une spécialiste de l'orientation au sein de l'académie de Dijon. L'absence de rupture physique entre les espaces du domicile et de l'école finit, en effet, par jouer un rôle important dans la démobilisation de certains élèves. Si le fait de changer d'espace et de rythme est un élément essentiel de la rentrée des classes, sa stricte disparition bouscule les repères nécessaires aux

adolescents. L'obligation scolaire montre ici tout son sens : en son absence, le délitement du lien à l'école pour les élèves issus de familles fragiles ou de territoires en souffrance saute aux yeux. Les élèves qui cumulent difficultés sociales et scolaires sont désormais en voie de décrochage. Un décrochage non seulement scolaire, mais social, c'est-à-dire qui peut influencer, à terme, la capacité d'insertion sociale de ces élèves.

Les jeunes au capital socioculturel plus important peuvent toujours suivre le rythme scolaire, travailler, apprendre ou réviser, et même, pour certains, bénéficier encore plus « facilement » qu'auparavant de cours supplémentaires ou de soutien scolaire en ligne, par exemple en langue vivante, cours dont nous avons montré dans une précédente note de la Fondation Jean-Jaurès qu'ils devenaient un véritable marqueur de différenciation sociale et territoriale aujourd'hui. Ainsi, 27% des jeunes âgés de dix-sept à vingt-trois ans disent avoir suivi des cours supplémentaires ou de soutien en langues, financés par leurs parents à l'école primaire, au collège ou au lycée. C'est le cas de 42% des jeunes vivant en agglomération parisienne, contre 21% des jeunes ruraux.

« Le travail à distance c'est assez bien franchement, même si c'est sûr qu'avoir un maître ou une maîtresse pour faire la classe c'est quand même mieux que les parents ! En tout cas, j'ai bien aimé toute cette période à la maison, c'était cool » s'enthousiasme Joséphine, en classe de CE2 dans le 7^e arrondissement de Paris. Pour cette enfant de CSP+ dans le centre de la capitale, aucune difficulté de connexion, des devoirs faits tous les jours, du temps laissé pour lire, rêver, jouer, travailler son piano. Une forme d'harmonie qui fait que la petite fille se moque un peu de savoir quand aura lieu la rentrée. Le véritable impact du confinement est l'annulation de vacances d'été à l'étranger, au profit d'une maison louée dans le sud de la France et, à plus court terme, l'absence d'activité extra-scolaires (« mais je fais quand même du sport à la maison avec mes parents », précise-t-elle). Cette dernière remarque rappelle que les activités extra-scolaires sont aussi devenues, au fil du temps, un marqueur de différenciation sociale et territoriale, au même titre que les cours de langues. Nous notions, en effet, à la fin de l'année dernière que 32% des jeunes des zones rurales n'avaient pratiqué aucune activité extra-scolaire pendant leur scolarité, contre seulement 20% des jeunes en agglomération parisienne.

Jeunes et confinés dans les quartiers populaires

L'absence d'école peut évidemment entraîner l'absence d'enseignement. Mais elle représente aussi bien plus dans les quartiers où l'école est un pilier de la société.

Une réalité vécue par les élèves des quartiers prioritaires et largement relayée par la presse dès la fin du mois de mars 2020, est celle d'un quotidien confiné dans l'exiguïté, voire l'insalubrité des

logements, parmi des familles nombreuses, voire très nombreuses : Sali, élève de troisième à Saint-Denis, témoigne ainsi de son vécu à son professeur : « Monsieur, on est dix chez moi..., c'est très dur, on est obligés de sortir sinon on craque. » Et *quid* des enfants et adolescents pour lesquels l'école est un lieu de respiration face à des situations familiales difficiles, tendues, voire violentes ? Laurent, professeur à Saint-Denis, raconte ainsi la profonde inquiétude de cette éducatrice qui suivait Assunta, victime récurrente de violences familiales, laquelle ne répond plus au téléphone depuis dix jours...

Au-delà de mettre en lumière les profondes inégalités dans la façon dont les individus vivent le confinement, ces situations sont aussi autant d'illustrations que l'école de la République, comme elle l'a toujours été, joue quotidiennement un rôle dépassant très largement sa fonction première : celle d'étudier, d'apprendre et de passer des diplômes. Le présentiel reste en ce sens la condition essentielle pour que l'école puisse jouer pleinement tous ses rôles, comme celui de « lanceur d'alerte » dans les cas de violences familiales par exemple, pour reprendre les propos de l'éducatrice citée précédemment.

La fracture numérique représente une deuxième difficulté majeure pour le maintien de la continuité pédagogique dans les quartiers populaires. De fait, nombre de familles n'ont pas ou ont trop peu de matériel informatique, ou ne disposent pas de connexion Internet à la maison. Le collège Pierre-de-Geyter à Saint-Denis, comme beaucoup d'autres, a ainsi prêté des ordinateurs et des tablettes aux familles qui en ont fait la demande, en privilégiant les élèves de troisième. Mais le stock disponible a vite été épuisé. De nombreux élèves suivent les cours en visioconférence sur leur téléphone portable et peuvent vite venir à bout de leur forfait. Émilie, élève de troisième à Saint-Denis, explique ainsi à son professeur qu'elle n'avait « plus de connexion avec son téléphone », tout comme Assa qui précise : « Ma connexion bugge, des fois j'ai des connexions, des fois non... »

Les difficultés d'accès au numérique ne sont toutefois pas la seule explication aux difficultés que rencontre la continuité pédagogique dans les quartiers prioritaires. Dans les collèges de Saint-Denis, la proportion d'élèves en décrochage complet est bien plus importante que les taux nationaux moyens annoncés par Jean-Michel Blanquer. Des enseignants parlent de près de 30% des élèves portés disparus pour l'institution scolaire. Le chef d'établissement d'un collège de Saint-Denis annonce ainsi à ses professeurs que seuls 400 élèves sur 550 se sont connectés à Pronote, premier logiciel de vie scolaire en collège et lycée, depuis le retour des vacances d'avril, soit 72% des élèves du collège, sans que cela soit pour autant une garantie de suivi de la scolarité.

Les professeurs témoignent, en effet, de la désaffection importante d'élèves dans les classes

virtuelles qu'ils organisent régulièrement : « Il y a une classe de troisième qui suit convenablement, ils sont quatorze ou quinze sur vingt-trois chaque cours. Mais j'ai une autre classe où ils sont six ou sept à suivre », raconte Anaïs, professeure d'anglais au collège Pierre-de-Geyter. Laurent, enseignant en histoire dans la même ville, confirme que « s'il est vrai que les connexions ou les équipements peuvent être mis en cause, les établissements ont parfois prêté des ordinateurs ou des tablettes sans que les élèves donnent signe de vie pour autant ». C'est aussi l'avis de Gilles, professeur de technologie au sein du même établissement, affirmant que « la continuité pédagogique peut se faire par le papier, car les enseignants envoient au collège des cours et des exercices qui sont ensuite imprimés par la direction ». Il ajoute : « Soit les élèves ne viennent pas chercher le travail et n'ont plus donné signe de vie depuis le 17 mars, malgré les appels répétés par les équipes de vie scolaire, soit ils viennent puis ne ramènent rien... ». Mais la forte présence des travailleurs de « première ligne » face au virus est une réalité de ces quartiers. Les parents continuent souvent de se lever tôt, de se rendre au travail malgré le confinement (chauffeurs, caissières, transporteurs, métiers de logistique et de magasiniers) et ne peuvent suivre « l'école à la maison » de leurs enfants, lesquels se retrouvent seuls.

« J'ai des élèves qui ne répondent ni aux mails ni aux messages téléphoniques, et pourtant je sais que ce sont les bonnes coordonnées », appuie Anaïs. Celle-ci voit la situation se dégrader depuis la rentrée des classes du 21 avril : « Les élèves de troisième étaient mes principaux interlocuteurs et là..., j'ai à peine reçu trois devoirs sur les vingt-trois élèves de la classe. J'en recevais au moins une douzaine avant les vacances. Pour la classe virtuelle, c'est pareil : je suis passée de quinze-seize élèves à huit cette semaine de reprise. C'est décourageant. » Les cours de soutien durant les vacances scolaires proposés par le collège à l'instigation du ministre n'ont pas rencontré un franc succès. Sur les cinquante-quatre élèves inscrits au collège Pierre-de-Geyter, la moitié a réellement suivi les cours, mais aucun des quatre élèves de troisième préalablement inscrits. La communication avait pourtant été bien faite par l'établissement.

La période des vacances scolaires, quand bien même celles-ci n'avaient pas la même signification pendant le confinement qu'en temps normal, semble ainsi avoir été un élément déclencheur de lassitude et de défaitisme, ressentis et exprimés par de nombreux élèves – et, par extension, par de nombreux enseignants. Si, au début du confinement, les élèves acceptaient encore de « jouer le jeu » – expression, qui, dans la période, prend un sens particulier – de l'enseignement à distance, tout se passe comme si les deux semaines de trêve avaient mis fin à leurs illusions. Un certain nombre d'entre eux ont alors compris qu'il était de toute façon impossible que tout se passe « comme avant ». À quoi bon, donc, continuer à se motiver ? Nombre d'entre eux prennent conscience, du fait de la disparition des frontières entre école et domicile, des très faibles différences entre « temps de vacances » et « temps scolaires » en période de confinement,

l'absence de différences et de séparations des espaces rendant d'autant plus fragile la motivation pour se « remettre » au travail.

Cette désaffection ne semble toutefois pas toucher tous les espaces. Simon est élève de première au lycée Condorcet à Paris. Non seulement les quarante élèves de sa classe se connectent à chaque cours (il peut en avoir jusqu'à six heures par jour), mais ils ont tous répondu présents aux cours supplémentaires proposés par leur professeur de mathématiques durant les vacances scolaires. Simon dit travailler près de sept heures par jour, notamment pour préparer le bac français « avec les copains en visio ». Malena, élève de seconde au lycée Giocante-de-Casabianca de Bastia, note aussi qu'« aucun élève ne manque les cours en visio » et ajoute, pragmatique : « Mais ma classe est la meilleure seconde du lycée ». Notons qu'il s'agit là de lycées et non de collèges, pour lesquels les cours donnés en visioconférence sont beaucoup moins nombreux. Lana, élève de quatrième au collège Condorcet à Paris, explique ainsi que « les profs envoient beaucoup de devoirs tous les jours sur Pronote, je travaille parfois plus de quatre heures par jour, sans parler de la lecture, mais on n'a jamais eu un cours en visio. Les profs ont dit que ce serait le bazar... ».

Le sentiment de Lana sera d'ailleurs intéressant à analyser *a posteriori*. Au même titre que les 30% de Français qui continuent leur activité en télétravail indiquent ressentir depuis une « surcharge de travail » par rapport à leur quotidien habituel, suscitant des questionnements sur les effets de la période sur leur santé mentale et psychique (notamment les burn-out), qu'en est-il pour les élèves qui « jouent » sans réserve le jeu des devoirs et des cours suivis à distance ? L'absence de frontières maison-école rend-elle pour eux comme pour les adultes d'autant plus difficile la sanctuarisation de plages de repos ?

Les jeunes ruraux confinés

Comme toujours moins immédiatement visibles, les défis de la ruralité en période de confinement n'en sont pas moins majeurs, notamment en matière d'éducation. Le risque serait assurément de passer à côté des difficultés qui touchent les jeunes des territoires moins touchés par la crise sanitaire en termes de nombre de malades et de morts. Car, si les élèves des communes rurales peuvent éventuellement faire partie de la première vague d'élèves retournant en cours dès le 11 mai prochain, pour des raisons de densité de population d'une part et de zones épargnées par le coronavirus d'autre part, ces jeunes affronteront toutefois une double série d'obstacles à moyen terme. Ceux propres à leur ancrage géographique s'additionnant à ceux propres au confinement.

« J'aimerais qu'on arrête de penser que les jeunes d'ici ont traversé les semaines du confinement sans problème parce qu'ils avaient *de l'espace* », s'agace un parent d'élève de l'Allier, également élu

municipal. « D'abord : ils n'en ont pas toujours, le délire d'une grande maison à la campagne, c'est souvent un délire de Parisien. Et puis franchement, même s'il peut sortir dans son jardin, le collégien qui grandit dans la campagne entre Limoise et Bourbon-l'Archambault, il a l'air malin une fois qu'il a passé deux heures dehors. Qu'est-ce que ça change pour lui ? Qu'est-ce que ça change pour son avenir ? »

Les parents et les jeunes sont nombreux à tenir ce discours invitant à relativiser l'image d'Épinal d'un quotidien calme, serein, voire profitable, à la campagne, à l'heure du confinement. Ainsi, de Thomas, élève dans un lycée professionnel des Hautes-Vosges en apprentissage sur le site de production des cahiers Clairefontaine, qui écrit ce mail en réponse à nos questions : « Je réfléchissais hier sur le confinement, je pense en fait que les gens qui habitent à la ville sont en train de vivre les problèmes que, nous, on rencontre tous les jours à la campagne : pas d'accès aux magasins, pas de sorties, pas d'amis à voir, un accès à la culture et aux études compliqué, les problèmes de connexion qui handicapent... Mais, pour eux, après le confinement : tout va redevenir normal. Nous, la solitude et les problèmes, ils seront toujours là et peut-être même plus ! »

La remarque de Thomas fait écho au livre *Se divertir demain* : « Ce confinement pourrait ressembler finalement aux effets produits par l'uniforme à l'école : pour une fois, les différences sont moins visibles, moins voyantes, moins bruyantes, entre ceux dont les semaines et week-end se conjuguent normalement avec voyages et déplacements et ceux dont la routine est faite de peu de mouvements et de peu d'activités "instagramables". Tout le monde est – presque – dans le même bateau. Ceux qui bougeaient avant ne bougent plus, et se sont mis au diapason des immobiles. » Comme évoqué par le jeune Thomas interrogé dans le cadre de cette note, ces différences risquent toutefois de revenir heurter les jeunes de plein fouet une fois le confinement levé.

Dans ces territoires, la difficulté numéro un aux mois de mars, avril et début mai 2020 aura bien sûr été la fracture numérique. Si les ministres chargés de l'Éducation nationale et de la Ville et du Logement estiment à « 5% la proportion de familles manquant de matériel et de connexion », cette statistique soulèvent des questions dans les campagnes de France. « Ça veut dire quoi, manquer de matériel ? », réagit un enseignant du lycée Napoléon à L'Aigle en Normandie. Entre ceux qui doivent partager leur ordinateur avec toute la famille, ceux qui font leurs devoirs sur un téléphone portable commun avec les frères et sœurs, ceux qui ne peuvent pas suivre de cours collectifs parce que pas assez de bande passante ou je ne sais quoi, ceux dont la connexion saute toutes les cinq minutes et ceux qui n'ont pas de connexion du tout, pour moi, on est plus à six-sept élèves sur dix qui sont concernés qu'à 0,5 élève... ».

Les avis sur la question se multiplient et se ressemblent : « Sur certains secteurs, le nombre

d'élèves en zone blanche ou sans équipement du tout est très important. On note par exemple trente-cinq élèves dans cette situation au collège René-Cassin de Paray-le-Monial (520 élèves) », explique une professionnelle de l'orientation dans l'académie de Dijon. Et si les initiatives prêtant, voire donnant, des tablettes ou des ordinateurs sont nombreuses, par le biais des collectivités territoriales ou des associations de terrain, celles-ci ne peuvent évidemment prétendre combler tous les manques. L'opération #ConnexionUrgence associe notamment les structures Emmaüs Connect, Break Poverty Foundation, la Fondation ARES et le Collectif Mentorat, mobilisées pour fournir, dans les plus brefs délais, un ordinateur et une connexion à 10 000 jeunes défavorisés, dont, bien sûr, des jeunes ruraux, les élèves étant les premiers concernés comme parfois les professeurs eux-mêmes lorsque leurs domiciles sont situés en grande ruralité. « Je ne peux pas reprocher à mes élèves de ne pas se connecter », sourit un professeur de langues vivantes à Neufchâteau, dans les Vosges, « quand moi-même j'ai parfois tellement de mal à le faire ! »

À la lecture de ces données, il peut paraître surprenant que le débat principal autour du numérique durant le confinement ait été celui autour de la question du tracking (débat légitime mais très « visible », suscitant donc discussions et controverses) et pas plus la question des inégalités d'accès au numérique et des zones blanches dans les territoires isolés.

Autre sujet majeur dans les territoires ruraux et les petites villes à l'heure du confinement : l'orientation, enjeu central en matière d'égalité des chances. Une note de la Fondation Jean-Jaurès le rappelait en novembre dernier : « Les jeunes qui subissent des discriminations sociales et géographiques sont particulièrement démunis face aux maquis des formations proposées. Si les passerelles sont désormais possibles entre filières, et si les carrières offertes aux jeunes diplômés sont moins linéaires que par le passé, l'heure des choix d'orientation n'en est pas moins cruciale pour les jeunes, qui seront souvent déterminés, sur le long terme, par leur niveau de diplôme et les écoles par lesquelles ils sont passés – ou non. Or, 67% des étudiants auraient aimé être mieux accompagnés pendant leurs démarches d'orientation. » Les récentes missions « Territoires et réussite » d'une part et « Orientation et égalité des chances dans la France des zones rurales et des petites villes » d'autre part ont montré que les élèves des zones rurales et ceux issus de petits bourgs avaient une orientation plus souvent contrainte, voire subie, que les jeunes des grandes métropoles, du fait de leur ancrage géographique et des impératifs qui s'imposent à eux.

Dans les zones rurales, on est, en effet, dans un cadre où le passage de la troisième au lycée représente, déjà en temps normal, un tournant, ne serait-ce que pour une question de kilomètres. Même réalité pour les formations professionnelles, parfois très éloignées du domicile familial de l'élève. Le récent indice d'éloignement développé par la Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance (DEPP) prend pour la première fois en compte l'aspect multidimensionnel de

la ruralité et de l'éloignement des établissements scolaires. Il synthétise la notion d'éloignement pour un établissement donné : ruralité du territoire, densité et diversité de l'offre scolaire, accès aux équipements sportifs et culturels. Or, dans le contexte de la crise sanitaire, ce qui pouvait être un défi (« mon fils aura-t-il une place à l'internat à la rentrée prochaine ? ») devient soudainement encore plus compliqué.

C'est ce que décrit parfaitement la mère de Maëlle, une élève de troisième dans un collège de l'Allier qui envisageait d'entrer au lycée Théodore-de-Banville de Moulins en septembre 2020 : « Déjà que Maëlle a raté deux mois de cours... et qu'on ne sait même pas où on en sera de la crise et s'il y aura un internat à la rentrée... avec son père on pense qu'il vaut mieux qu'elle reste au collège une année de plus. Comme ça : on verra tranquillement après. »

La responsable des sujets d'orientation dans l'académie de Dijon déjà citée confirme : « Le sujet récurrent et qui inquiète les chefs d'établissement c'est celui des élèves qui envisageaient la voie professionnelle ou ceux qui avaient un projet apprentissage qui ne pourra pas se conclure. » Elle reprend : « Un certain nombre de familles, par défaut, envisagent un redoublement. » Pour ces jeunes, deux mois de confinement auront été lourds de conséquences au point de déterminer toute l'année scolaire à venir. Leur situation s'apparente en un sens à celle des sportifs qui comprennent, à mesure que le confinement se prolonge, que leur année sera une année blanche. Une année pour rien, un championnat où les buts marqués et les victoires acquises depuis les premiers matchs de septembre dernier compteront « pour du beurre ». À la différence près que, pour les sportifs de haut niveau, le contrat pour la saison suivante n'est pas remis en cause.

Confinés avec leurs familles (ou en partie sans elles, car les parents de ces jeunes font souvent partie de ceux qui, du fait de leur profession, ont continué à travailler durant le confinement), dans un contexte où, on le sait, le mimétisme familial concerne, déjà en temps normal, plus d'un jeune Français sur quatre (27% des jeunes de dix-sept à vingt-trois ans indiquent qu'ils vont suivre la même formation ou la même orientation professionnelle qu'au moins un de leurs parents, frères ou sœurs ou membre de leur famille proche), les jeunes ruraux se voient, en outre, privés par la crise sanitaire de ce qui, bien souvent, pouvait faire la différence dans leur parcours académique puis professionnel : petit job permettant de louer une chambre dans la ville universitaire la plus proche, stage d'été transformant un curriculum vitae, rencontre avec des professionnels ou des étudiants ouvrant d'autres horizons que ceux de l'environnement géographique immédiat. Ces opportunités auraient pourtant facilité leur mobilité, ne serait-ce qu'en contribuant, par exemple, au financement de leur permis de conduire, et représentaient souvent une première étape vers la liberté. Il importera dès lors de ne pas sous-estimer les effets du confinement sur l'avenir des jeunes ruraux et d'anticiper leurs conséquences, en inventant pour ces jeunes à moyen terme

d'autres leviers d'émancipation.

Propositions

« Progressif et social. Le déconfinement se conçoit étape par étape », twittait le ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse après la présentation des grands principes de réouverture des établissements scolaires devant la Commission des affaires culturelles et de l'éducation de l'Assemblée nationale le 21 avril dernier. La méthode retenue sera celle d'une reprise de travail par petits groupes, étalée sur trois semaines, avec un plafond fixé à quinze élèves, comme l'a indiqué le Premier ministre dans son discours du 28 avril 2020 devant l'Assemblée nationale.

Entre course aux masques commandés par milliers par les municipalités et interrogations sur la date exacte de réouverture des classes, la gestion de crise au jour le jour se poursuit. Il faut dire que les sujets à aborder sont nombreux : protocoles de désinfection, transports scolaires, cantines, propreté des toilettes et lavabos, gel hydroalcoolique, masques, température, tests ou non tests... Interrogé par *Le Monde* le 24 avril, Christophe Bouillon, député socialiste de Seine-Maritime et président de l'Association des petites villes de France, s'inquiète de la répartition des responsabilités : « Les mairies sont juste le clos et le couvert, mais pour ce qui est des enseignants et de la pédagogie, ces domaines ressortent de l'Éducation nationale. »

Prise par ces priorités quotidiennes indispensables, l'Éducation nationale devra faire face à des problématiques qui pourraient avoir des effets pervers. La difficulté étant de parvenir à traiter les urgences, sans pour autant délaisser ce qui, à moyen terme, peut s'avérer lourd de conséquences pour les jeunes. Ainsi, l'effet du confinement sur les apprentissages des élèves est placé en priorité numéro un. C'est bien naturel. Pourraient toutefois demeurer en suspens certains sujets qui, si les différents acteurs concernés (Éducation nationale, familles, collectivités territoriales, acteurs associatifs, etc.) ne s'en emparent pas assez vite et suffisamment de concert, pourraient faire vaciller l'avenir de milliers de jeunes. Ceux pour qui le confinement s'est apparenté à un retour vers le passé et à l'augmentation progressive d'un retard sur leurs camarades mieux lotis.

La crise sanitaire, une fois l'émotion retombée, va nécessairement ouvrir des réflexions et des perspectives, et voir fleurir des initiatives dans le monde scolaire. Sans que ces évolutions soient prétextes à la remise en cause des cadres de travail des enseignants, des leçons seront à conserver de cette période de confinement, comme le souligne Jean-Michel Blanquer : « Ce mélange de temps en petit groupe, de temps d'étude, de temps à distance, de temps d'épanouissement par le sport, la santé, le civisme, peut suggérer des innovations sur les plans pédagogiques et éducatifs. »

D'une part, en sus des questions de soutien scolaire et d'orientation, le sujet du « droit aux vacances » devra naturellement être traité dans la stratégie du ministère. Il faut dire que les professeurs perçoivent très bien la différence, lors de chaque rentrée scolaire, entre un élève ayant pu partir de chez lui, et un autre, assigné à résidence aux mois de juillet et août. Il s'agira alors d'être vigilant et créatif pour préparer la rentrée. Le ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse travaille en ce sens sur un dispositif d'« école ouverte » pour l'été à venir, afin que des modules de soutien scolaire pour les élèves, mais aussi, si le contexte le permet, des formats de colonies de vacances tâchent de combler une partie des inégalités creusées entre les jeunes par le confinement.

D'autre part, la façon dont les enseignants se sont « débrouillés », coûte que coûte, vaille que vaille, pour maintenir le lien avec leurs élèves pourra dans l'idéal être prise en compte. Peut-être pourrait-elle permettre de placer bon sens et pragmatisme au cœur des règles et décisions administratives que les enseignants doivent, année après année, respecter, pour répondre aux évolutions de la société parfois plus qu'aux besoins des élèves. En effet, rien ne nous dit que cette crise sanitaire sera la dernière et, tout comme les établissements scolaires font de la prévention par l'éducation pour les risques d'incendie ou d'attentats, peut-être faudra-t-il prévoir à l'avenir des formations aux conditions d'enseignement dans un cadre confiné, la crise du printemps 2020 servant de précédent et d'exemple.

La question du numérique devra ainsi faire l'objet d'une attention particulière. Le manque de formation prodiguée aux personnels enseignants a notamment été souligné durant cette période. Les présentations des logiciels d'interface entre familles et enseignants, en général en début d'année, ne permettent pas de vraie formation, notamment pour une utilisation pédagogique des supports. Les professeurs se forment le plus souvent seuls à l'utilisation des outils numériques existants. Une récente étude de l'OCDE place d'ailleurs les enseignants français parmi les mauvaises élèves du classement dans leur utilisation du numérique : « Seuls 56% [d'entre eux] ont les compétences techniques et pédagogiques nécessaires pour intégrer le numérique dans l'enseignement ; bien moins que la moyenne de l'OCDE », résume Andreas Schleicher, père spirituel du classement Pisa. De même, pas plus de 35% des écoles ne disposent d'une plateforme efficace pour soutenir l'apprentissage en ligne. C'est, là encore, bien inférieur à la moyenne des autres pays. Le besoin de formation est donc important. Gageons que le confinement aura permis d'en prendre conscience et pourra déboucher sur une nouvelle étape en la matière.

Au-delà de la crise sanitaire et de l'urgence, il conviendrait peut-être de mieux apprécier la situation de chaque élève et de chaque famille dans son rapport au numérique : quels équipements ? Quelle connexion ? Quelles possibilités de suivre des cours à distance le cas

échéant ? Ces informations permettraient aux établissements d'anticiper les besoins par l'acquisition de matériel en cas de crise : ordinateurs portables, tablettes, clés 4G et bientôt 5G, par exemple. Elles permettraient surtout de comprendre les difficultés rencontrées par les élèves dans certaines familles avec lesquelles le lien social et scolaire doit être plus étroit – en temps de crise, mais aussi en temps « normal ».

Enfin, le travail réalisé par les enseignants et les élèves durant les séances de visioconférence peut et doit permettre d'amorcer avec les jeunes une réflexion active sur le « monde d'après ». Ce monde qui conduira peut-être certains d'entre eux à pouvoir moins se déplacer entre lieux de résidence et lieux de travail, et donc à être parfaitement à l'aise avec les plateformes de visioconférence. Pour les jeunes urbains, par exemple, il semble aujourd'hui évident qu'à l'avenir, les grèves des transports publics n'auront plus les mêmes conséquences en termes de paralysie professionnelle et scolaire. C'est un acquis qui devrait pouvoir être renforcé et travaillé pour tous les élèves, pas uniquement pour ceux qui fréquentent les plateformes de jeux en ligne ou ceux dont les parents facilitent l'utilisation du numérique. Les jeunes ruraux pourraient tout particulièrement profiter de cette logique, puisque l'offre de formation et d'emploi est souvent éloignée de leur domicile. De même, les élèves éloignés de l'école pour, par exemple, des raisons de santé profiteraient à l'avenir de ces dispositifs plus adéquats – qui existent parfois dans certains établissements sans être toutefois généralisés.

Depuis le début du confinement, la population applaudit le personnel soignant chaque jour à 20 heures afin d'exprimer reconnaissance et admiration pour le travail effectué. Tout l'enjeu est que ceux qui applaudissent aujourd'hui ne deviennent pas amnésiques demain, lorsqu'il s'agira de traiter à sa juste valeur le personnel hospitalier.

Il en est de même pour les enseignants. Le confinement et l'école à la maison ont fait prendre conscience de façon inédite à beaucoup de parents d'élèves de la reconnaissance nécessaire et souvent insuffisante qu'ils pouvaient exprimer aux professeurs pour leur travail essentiel et difficile. Lorsque les réunions parents-professeurs reprendront de plus belle, il importera de ne pas oublier cette réalité. Peut-être le confinement permettra-t-il en ce sens un regain de confiance entre les parents et l'institution scolaire ? La confiance est bien le sujet central de ce déconfinement, le ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse ayant la tâche, dans un premier temps, de permettre aux parents de laisser partir leurs enfants à l'école, sans crainte et comme avant – sinon dans de meilleures conditions.

La directrice générale de l'Onisep résume en ce sens très bien l'enjeu des prochains mois : « Le vrai défi sera de ne pas oublier les leçons de ces dernières semaines, de bien garder en mémoire le fait

que les enfants ne reçoivent pas tous de la même façon la voix de l'enseignant, comme ils n'ont pas tous reçu ses mails durant le confinement. On le sait, bien sûr. Mais l'enseignement à distance nous rappelle de façon criante cette réalité : les différences de milieux dans lesquels évoluent nos élèves. »